L'islamophobie est à la source d'un nouveau populisme de droite

lundi 10 janvier 2011, par TRAVERSO Enzo (Date de rédaction antérieure : 4 janvier 2011).

Les mutations connues par l'extrême droite en ce début du XXIe siècle - en gros, depuis la chute du mur de Berlin - bouleversent nos catégories analytiques traditionnelles, souvent inadaptées face à un phénomène nouveau. Le premier lieu commun à réviser est celui qui identifie l'extrême droite au fascisme. Ce dernier en fut la matrice partagée pendant des décennies - au moins jusqu'à la fin des années 1980 -, mais cela est beaucoup moins évident aujourd'hui. Il reste une référence incontestable pour plusieurs mouvements nationalistes apparus en Europe centrale et orientale après la dissolution de l'Empire soviétique. Renouant avec une histoire interrompue en 1945, ils prônent un anticommunisme radical hérité des nationalismes d'avant-guerre et alimenté par quatre décennies de socialisme réel. Tantôt ils revendiquent une filiation à l'égard des dictatures des années 1930, comme Jobbik en Hongrie, qui reprend l'héritage des Croix-Fléchées et cultive la mémoire du maréchal Horthy ; tantôt ils exhument une ancienne mythologie revancharde et expansionniste, comme le Parti de la grande Roumanie ou le Parti croate du droit (HSP), continuateur du mouvement oustachi d'Ante Pavelic.

En Europe occidentale, cependant, le fascisme est pratiquement inexistant, en tant que force politique organisée, dans les pays qui en ont été le berceau historique. En Allemagne, l'influence sur l'opinion des mouvements néonazis est presque nulle. En Espagne, où le legs du franquisme a été recueilli par le Parti populaire, national-catholique et conservateur, les phalangistes sont une espèce en voie d'extinction. En Italie, nous avons assisté à un phénomène paradoxal : la réhabilitation du fascisme dans le discours public et même dans la conscience historique d'un segment significatif de la population - l'antifascisme était le code génétique de la « Première République », pas de l'Italie de Berlusconi - a coïncidé avec une métamorphose profonde des héritiers de Mussolini. Futur et Liberté pour l'Italie (FLI), le parti que vient de lancer leur leader, Gianfranco Fini, se présente comme une droite libérale, réformiste et « progressiste » qui s'attaque au conservatisme politique de Berlusconi et à l'obscurantisme culturel de la Ligue du Nord. Tout en se situant bien plus à droite dans l'échiquier politique français, le Front national essaie, sous l'impulsion de Marine Le Pen, de s'affranchir de l'image traditionnelle d'une extrême droite faite de partisans de la Révolution nationale, d'intégristes catholiques et de nostalgiques de l'Algérie française. Si une composante fascisante demeure en son sein, elle n'est pas hégémonique.

Le déclin de la tradition fasciste laisse toutefois la place à l'essor d'une extrême droite de type nouveau, dont l'idéologie intègre les mutations du XXIe siècle. Dans le sillage de Jean-Yves Camus, plusieurs chercheurs ont souligné ses traits inédits : l'abandon du culte de l'Etat au profit d'une vision du monde néolibérale axée sur la critique de l'Etat-providence, la révolte fiscale, la dérégulation économique et la valorisation des libertés individuelles, opposées à toute interférence étatique. Le refus de la démocratie - ou son interprétation dans un sens plébiscitaire et autoritaire - ne s'accompagne pas toujours du nationalisme qui, dans certains cas, est troqué pour des formes d'ethnocentrisme remettant en cause le modèle de l'Etat-nation, comme le montrent la Ligue du Nord italienne ou l'extrême droite flamande. Ailleurs, le nationalisme prend la forme d'une défense de l'Occident menacé par la mondialisation et le choc des civilisations. Le cocktail singulier de xénophobie, d'individualisme, de défense des droits des femmes et d'homosexualité assumée que

Pim Fortuyn avait concocté aux Pays-Bas en 2002, a été la clef d'une percée électorale durable. Des traits similaires caractérisent d'autres mouvements politiques en Europe du Nord comme le Vlaams Belang en Belgique, le Parti populaire danois et l'extrême droite suédoise, qui vient de faire son entrée au Parlement de Stockholm. Mais nous les retrouvons aussi - bien que mélangés à des stéréotypes plus traditionalistes - chez le Parti libéral autrichien (dont le leader charismatique fut Jörg Haider) qui s'est imposé, lors des élections d'octobre, comme la deuxième force politique à Vienne (27% des voix).

L'élément fédérateur de cette nouvelle extrême droite réside dans la xénophobie, déclinée comme un rejet violent des immigrés et, plus particulièrement, de l'islam. Véritable axe structurant de leur propagande, l'islamophobie joue pour ces mouvements le rôle qui fut jadis celui de l'antisémitisme pour les nationalismes et les fascismes d'avant la Seconde Guerre mondiale. La mémoire de la Shoah - une perception historique de l'antisémitisme au prisme de son aboutissement génocidaire - tend à obscurcir ces analogies pourtant évidentes. Le portrait de l'arabo-musulman brossé par la xénophobie contemporaine ne diffère pas beaucoup de celui du juif construit par l'antisémitisme au début du XXe siècle. Dans les deux cas, les pratiques religieuses, culturelles, vestimentaires et alimentaires d'une minorité ont été mobilisées afin de construire le stéréotype négatif d'un corps étranger et inassimilable à la communauté nationale. Sur le plan politique, le spectre du terrorisme islamiste a remplacé celui du judéo-bolchevisme. Aujourd'hui, l'antisémitisme demeure un trait distinctif des nationalismes d'Europe centrale, où l'islam est quasi inexistant et le tournant de 1989 a revitalisé les vieux démons (toujours présents, même là où il n'y a plus de juifs), mais il a presque disparu du discours de l'extrême droite occidentale (qui parfois affiche ses sympathies à l'égard d'Israël).

Au fond, la phobie du voile islamique, l'obsession des minarets et l'identification des populations migrantes (ou, selon l'expression conventionnelle, « issues de l'immigration ») aux classes dangereuses, ne font que reproduire sous une forme nouvelle, culturaliste plutôt que scientiste, un mécanisme ancien de rejet social et d'exclusion morale que Erving Goffman avait résumé par le concept de stigma. Ses manifestations extérieures sont aujourd'hui inédites, mais sa fonction n'a pas changé. Et même ses matériaux sont parfois empruntés à un imaginaire colonial qui a toujours servi à définir, négativement, des « identités » fragiles ou incertaines, fondées sur la peur de l'étranger (l'envahisseur et l'ennemi).

Cette nouvelle extrême droite « défascisée » prend alors la forme du populisme. Le concept, comme chacun sait, est vague, élastique, ambigu, voire détestable lorsqu'il est utilisé pour affirmer le mépris aristocratique à l'égard du peuple. Reste que les percées électorales fréquentes de cette nouvelle extrême droite prouvent sa capacité à trouver un consensus auprès des classes laborieuses et des couches les plus démunies. Le populisme de droite - Ernesto Laclau l'a bien souligné - s'alimente du désarroi d'un peuple qui a été abandonné par la gauche, dont la tâche devrait être celle de l'organiser et le représenter. Le populisme, enfin, est une catégorie transversale qui indique une frontière poreuse entre la droite et l'extrême droite. Si quelqu'un avait des doutes à ce sujet, Nicolas Sarkozy s'est chargé de les dissiper depuis son élection, d'abord en créant un ministère de l'Immigration et de l'Identité nationale, puis en lançant une campagne contre les Roms, désignés comme une ethnie dangereuse de voleurs nomades, coupables de répandre la terreur dans nos quartiers paisibles avec leurs raids en Mercedes.

Enzo Traverso, philosophe.

P.-S.

* Paru dans Libération du 4 janvier 2011.